

Brochure n° 3271

**Convention collective nationale**

**IDCC : 1631. – HÔTELLERIE DE PLEIN AIR**

---

**AVENANT N° 3 DU 10 MARS 2010**  
**À L'ACCORD DU 9 MARS 2004 RELATIF À LA PRÉVOYANCE**

NOR : ASET1050719M

IDCC : 1631

**PRÉAMBULE**

Les partenaires sociaux de la branche HPA, réunis en commission mixte paritaire, sont convenus de compléter et de modifier l'accord professionnel relatif à la mise en place d'un régime de prévoyance complémentaire du 9 mars 2004 par les dispositions ci-dessous énoncées.

**Article 1<sup>er</sup>**

*Champ d'application*

Le présent avenant s'applique aux entreprises visées à l'article 1<sup>er</sup> de l'accord national du 9 mars 2004 par référence à l'article 1.1 de la convention collective nationale de l'hôtellerie de plein air du 2 juin 1993, modifié par l'avenant n° 3 du 25 octobre 1995 étendu.

**Article 2**

*Modification des garanties communes cadre et non cadre*

L'article 4.1.4 « Garanties communes cadre et non cadre » est complété par l'ajout des garanties « rente handicap » et « allocation obsèques ».

Les dispositions suivantes sont insérées :

#### « Rente handicap

##### Objet de la garantie

La garantie handicap a pour objet, si un participant assuré décède, le service d'une rente handicap pour chacun de ses enfants handicapés bénéficiaires tels que définis ci-après.

##### Montant de la prestation et revalorisation

Il est constitué au profit des bénéficiaires une rente viagère dont le montant mensuel est de 500 € pour l'année 2010.

Le montant de cette prestation est indexé sur l'augmentation du montant de l'allocation aux adultes handicapés (AAH). En cas de modification notable, ou bien de disparition de l'AAH, un avenant devra déterminer une autre allocation spécifique aux personnes handicapées afin d'indexer le montant de la rente prévue par la présente garantie.

##### Bénéficiaires

Sont bénéficiaires de la présente garantie le ou les enfants handicapés du salarié, reconnus à la date du décès, qu'ils soient légitimes, naturels, adoptifs.

Les enfants handicapés sont ceux atteints d'une infirmité physique ou mentale qui les empêche soit de se livrer, dans des conditions normales, à une activité professionnelle sans adaptation du poste de travail, soit, s'ils sont âgés de moins de 18 ans, d'acquérir une instruction ou une formation professionnelle dans les conditions équivalentes à celles d'une personne dite "valide", ou tel que défini par l'article 199 *septies* du code général des impôts.

##### Reconnaissance de l'état de handicap

Pour justifier du handicap du ou des bénéficiaires, doit être joint à la demande de liquidation des prestations, sous enveloppe cachetée destinée au médecin-conseil de l'OCIRP, un certificat médical attestant, à la date du décès du participant, de la nature de l'infirmité physique ou mentale dont est/sont atteint(s) le/les bénéficiaires potentiels.

La reconnaissance du handicap est effectuée par le médecin-conseil de l'OCIRP. L'OCIRP se réserve le droit de demander toutes autres pièces complémentaires qui lui seraient nécessaires pour l'étude du dossier, notamment :

- un justificatif de taux d'incapacité reconnu par la COTOREP, CDES ou CDAPH (la commission des droits et de l'autonomie des personnes handicapées remplace les COTOREP ET CDES depuis la loi du

- 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances des personnes handicapées) ;
- la preuve de l'attribution d'une prestation prévue par la loi n° 2005-102 du 11 février 2005 sur l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées ;
  - un certificat d'admission en établissement spécialisé.

#### Date d'effet, durée et paiement des rentes

Les rentes sont payées trimestriellement à terme d'avance, sous condition de vie.

La rente prend effet à compter du premier jour du mois civil suivant la date de décès du salarié, sous réserve de la réception par l'organisme assureur des pièces justificatives demandées. Si la déclaration est faite après un délai de 1 an, les prestations prendront effet à partir du premier jour du mois civil suivant la date de la demande de liquidation des prestations, sous réserve de la réception par l'organisme assureur des pièces justificatives demandées.

La rente cesse d'être due à compter du premier jour du mois suivant le décès du bénéficiaire.

#### Allocation obsèques

En cas de décès d'un salarié non cadre ou cadre, du conjoint ou d'un enfant à charge, tels que définis respectivement par les articles 4.1.5 et 4.1.6 de l'accord professionnel de prévoyance, il est versé une allocation d'obsèques égale à 150 % du plafond mensuel de la sécurité sociale (soit 4 327,50 € en 2010 compte tenu du PMSS en vigueur pour cette même année).

Pour les enfants à charge de moins de 12 ans, l'allocation obsèques est limitée aux frais réels.

La cotisation relative à cette garantie est incluse dans la cotisation des garanties décès du régime.

Le taux de cotisation de la garantie allocation obsèques s'élève à 0,02 % TA/TB pour les cadres et les non cadres. »

### Article 3

#### *Modification des garanties décès des non cadres*

La première phrase de l'article 4.1.2 « Garanties décès des non cadres » est modifiée et remplacée par les dispositions suivantes :

« En cas de décès toutes causes d'un salarié non cadre, il est versé un capital dont le montant est égal à 120 % du salaire de référence quelle que soit la situation de famille du salarié, majoré de 25 % du salaire de

référence par enfant à charge tel que défini à l'article 4.1.6 de l'accord de prévoyance. »

#### **Article 4**

##### *Modification des garanties décès des cadres*

Le paragraphe intitulé « Option 1 » de l'article 4.1.3 est remplacé par les dispositions suivantes :

##### **« Capital décès**

En cas de décès toutes causes d'un salarié cadre, il est versé un capital dont le montant est égal à :

- pour tout salarié sans enfants à charge : 270 % du salaire de référence ;
- pour tout salarié avec un enfant à charge : 320 % du salaire de référence ;

La majoration par enfant à charge est de 50 % du salaire de référence. »

La première phrase du paragraphe intitulé « Option 2 » de l'article 4.1.3 est remplacée par les dispositions suivantes :

##### **« Capital décès + Option 2**

En cas de décès toutes causes d'un salarié cadre, il est versé un capital dont le montant est égal à 220 % du salaire de référence, quelle que soit la situation de famille du salarié. »

Le niveau de la rente éducation ou de conjoint reste inchangé.

#### **Article 5**

##### *Désignation des organismes assureurs*

L'article 6.1 « Organisme gestionnaire » est remplacé par le suivant :

« Conformément aux dispositions de l'article L. 912-1 du code de la sécurité sociale, et après examen du bilan établi, les partenaires sociaux de la branche professionnelle hôtellerie de plein air conviennent de reconduire, pour une nouvelle période de 5 ans maximum, la désignation en tant qu'organismes assureurs du régime de prévoyance de la branche :

- Ionis Prévoyance (substituée dans les droits de CRI Prévoyance), institution de prévoyance régie par le titre III du livre IX du code de la sécurité sociale ;
- l'OCIRP, union d'institutions de prévoyance, pour les garanties rente éducation non cadres, rente de conjoint et rentes handicap prévues dans l'accord de prévoyance. »

## Article 6

### *Financement du régime*

Les articles 11.2 et 11.3 sont modifiés et remplacés par les dispositions suivantes :

#### « Cotisations non cadres

La cotisation des garanties décès-invalidité absolue et définitive, indemnités journalières et rentes est égale à 1 % du salaire annuel brut dont 50 % sont pris en charge par l'employeur.

Dans ce total, la part correspondant à la garantie rente éducation assurée par l'OCIRP est de 0,05 %.

*(En pourcentage.)*

GARANTIE	PART EMPLOYEUR	PART SALARIÉ
Maintien de salaire	0,45	
Incapacité et invalidité		0,30
Garanties décès. – IAD, accidentel, double effet et rentes éducation/conjoint. – Allocation obsèques	0,04	0,20
Rentes handicap	0,01	

#### Cotisations cadres

La cotisation des garanties décès-invalidité absolue et définitive, indemnités journalières et rentes est égale à 1,50 % du salaire annuel brut tranche A et 2,10 % du salaire annuel brut tranche B.

La cotisation de la tranche A est à la charge exclusive de l'employeur.

*(En pourcentage.)*

GARANTIE	PART EMPLOYEUR		PART SALARIÉ	
	TA	TB	TA	TB
Maintien de salaire	0,39	0,71	-	-
Incapacité et invalidité	0,35	-	-	0,58
Garanties décès. – IAD, accidentel, double effet et rentes éducation ou de conjoint. – Allocation obsèques	0,75	0,33		0,47
Rentes handicap	0,01	0,01	-	-

## **Article 7**

### *Suivi du régime de prévoyance*

Compte tenu des extensions de garanties mises en place par le présent avenant, et dans le souci d'une gestion saine et responsable, les partenaires sociaux décident des mesures suivantes :

- au terme de deux exercices pleins, Aprionis présente un bilan chiffré des résultats du régime, tel que complété par les présentes extensions de garanties ;
- chaque année, un bilan annuel chiffré, établi par Aprionis, mesure les effets sur le régime des extensions de garanties mises en place, par rapport à ceux découlant des seules garanties initiales.

## **Article 8**

### *Caractère impératif du présent avenant*

Conformément aux dispositions de l'article L. 2253-3 du code du travail, aucune dérogation au présent avenant n'est possible par accords collectifs d'entreprise ou d'établissement.

## **Article 9**

### *Date d'effet. – Dépôt. – Extension*

Les dispositions du présent avenant prendront effet le 1<sup>er</sup> avril 2010.

Il sera établi un nombre suffisant d'exemplaires pour être remis à chacune des parties signataires et effectuer les formalités de dépôt.

Sous réserve, en application des dispositions transitoires de la loi n° 2008-789 du 20 août 2008, de l'absence d'opposition de la majorité en nombre des organisations syndicales de salariés représentatives dans la branche, le présent avenant fera l'objet de la procédure d'extension conformément aux dispositions de l'article L. 2261-15 du code du travail et de l'article L. 911-3 du code de la sécurité sociale.

## **Article 10**

### *Salaire de référence pour la portabilité des droits prévoyance*

Conformément à l'article 2.3 de l'avenant n° 2 relatif à la portabilité des droits prévoyance, les partenaires sociaux précisent que le salaire de référence servant de base au calcul des différentes prestations est le même salaire que celui défini à l'accord du 9 mars 2004. S'agissant des indemnités journalières versées en cas d'incapacité, elles seront limitées au montant des allocations chômage.

Fait à Paris le 10 mars 2010.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

**Organisation patronale :**

FNHPA.

**Syndicats de salariés :**

CGT ;

CSFV CFTC ;

FS CFDT ;

INOVA CFE-CGC.